

ministre et un ministre associé de l'Agriculture. Toutefois, à la lumière de l'expérience et afin de favoriser le biculturalisme et le bilinguisme, le parti libéral a décidé de placer ces deux ministres sur le même pied. Quant à l'honorable député de Richelieu-Verchères (M. Cardin), il ne ferait même pas partie du cabinet si le premier ministre avait donné suite à sa promesse d'abolir le portefeuille. Je veux signaler que l'expérience des responsabilités ministérielles modifie l'attitude de ceux qui doivent les assumer.

J'ai lu dans le *Financial Post* du 27 avril que ceux qui espèrent des miracles du nouveau gouvernement ne manqueront pas d'être déçus. L'article ajoute que nos problèmes fondamentaux ne sont l'œuvre ni du gouvernement Diefenbaker ni des gouvernements libéraux qui l'ont précédé; nous y sommes tous deux innocents. Ces problèmes résultent, dit-on, des exigences de notre histoire et ce sont les progrès économiques réalisés par le Canada, les États-Unis et toute la communauté de l'Atlantique au cours des deux décades de l'après-guerre qui les ont fait aboutir. L'auteur de l'article aborde ensuite un sujet dont le ministre des Finances (M. Gordon) nous a beaucoup parlé. Cet honorable représentant a préconisé tant et tant la maîtrise de notre propre destin économique et il ne considérerait pas cela comme un sentiment anti-américain. Telle a été la thèse qu'il a toujours défendue depuis qu'il a eu l'honneur de présider une commission. L'article en cause signale précisément que nos difficultés actuelles prennent racine dans les problèmes de la fabrication et de la propriété américaines. Ces problèmes déterminent nos possibilités de croissance économique; ils restreignent notre aptitude à créer de nouveaux emplois.

J'entends commenter l'initiative qu'envisage le gouvernement, soit l'institution d'une commission qui sera chargée d'inciter les Canadiens à acheter des actions canadiennes, à prendre la direction de sociétés américaines et à assurer que la propriété de nos ressources soient entre les mains de Canadiens, dans la mesure du possible. Eh bien! avec 23 milliards de capitaux étrangers ainsi placés au Canada, la société envisagée, si elle doit servir à quelque chose, signifierait une nouvelle augmentation de la dette nationale du Canada qui dépasserait tout ce qu'on peut concevoir aujourd'hui.

Et que dire du discours du trône? On nous l'avait tous fait attendre avec une anxiété pleine d'intérêt. Quel serait ce document qui, produit par ce groupe d'hommes intelligents, lâbas, et s'inspirant d'autres cerveaux de même envergure, devait sauver le Canada avec l'aide du secrétaire d'État (M. Pickersgill), grand factotum chargé d'assurer la coordination?

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Nous nous attendions à des choses extraordinaires. Si je me propose d'analyser ce discours du trône, c'est qu'il a causé des déceptions dans toutes les régions du Canada. Il est rempli de platitudes, farci de généralités économiques, indiquant que ceux qui l'ont conçu et les bureaucrates en savent plus long que les autres. C'est, sans doute, un monde tout nouveau dans lequel on nous mène, un monde que ces messieurs ont eux-mêmes critiqué pendant tant d'années, un monde dans lequel on instituera des commissions toutes-puissantes. J'y reviendrai plus tard. Nous serons entourés de commissions. L'Office d'expansion économique de la région atlantique disposera de 100 millions de dollars. Le nombre de ses membres sera porté de 5 à 11. L'explication qu'on nous donne, c'est que l'Office en sera renforcé. Mais il est évident que la véritable raison de cette augmentation du nombre des membres, c'est d'éliminer ceux que nous y avions nommés. C'est bien, en effet, le but qu'on se propose. C'est ce que vise la modification apportée au bill, quand on la présentera.

En ce qui concerne le budget, il faut attendre qu'on nous le soumette. Selon la rumeur, on le présentera immédiatement après le débat sur l'Adresse. Selon la rumeur encore—de source généralement bien renseignée—il est possible qu'il y ait un «petit budget», et que le véritable budget soit présenté plus tard. Qu'il est intéressant d'observer ces planificateurs! Évidemment, la planification est nécessaire. Mais l'établissement de projets qui mettent le gouvernement du Canada entre les mains d'un groupe d'hommes qui, eux, ne sont soumis à aucun contrôle, et qui ont à leur disposition un montant de 100 millions de dollars, c'est tout à fait autre chose. A moins que le Parlement ne puisse exercer un contrôle, nous avons pris là une mesure qu'aucun autre gouvernement, ni provincial ni fédéral, n'a jamais tenté de prendre dans notre pays. En réalité, le chef du parti C.C.F., M. Coldwell, a proposé, en 1957, une modification qui demandait au gouvernement de mettre immédiatement en vigueur un programme social et économique devant résoudre certains problèmes. Les problèmes étaient énumérés dans la modification, savoir l'inflation, l'accroissement rapide du chômage et d'autres questions graves. A l'époque, tous les députés libéraux s'étaient prononcés contre la modification. Le discours du trône révèle que le parti libéral a adopté, comme partie essentielle de son programme, une nouvelle théorie ou philosophie de planification qui revient à dire que le gouvernement sait ce qu'il y a de mieux à faire. Si elle est mise en pratique par un ou deux des ministres actuels—sans compter une autre personne qui aurait été député si le chef du Nouveau parti